

Covid-19 : Test du secteur financier des pays africains Cas des banques marocaines

Covid-19: Test of the financial sector in African countries ; Case of Moroccan banks

EL KHATTABI Fatima Ezzahra

Doctorante

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales- Souissi

Université Mohamed V-Rabat

GAMO ; Gouvernance de l'Afrique et du Moyen Orient

Fati.elkhatabi@gmail.com

Date de soumission : 27/11/2020

Date d'acceptation : 19/01/2021

Pour citer cet article :

EL KHATTABI Fatima Ezzahra (2021) «Covid-19: Test du secteur financier des pays africains Cas des banques marocaines », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 4 : Numéro 1 » pp : 303- 321.

Résumé

En raison du contexte sanitaire national et international lié à la pandémie de la Covid-19, l'économie nationale est suspendue. 4.2 millions de ménages travaillaient dans le secteur informel soit 16.8 millions de marocains si on compte 4 personnes par ménages selon des annonces du gouvernement sont devenus inactifs sans couverture médicale et sociale, au niveau du commerce extérieur, la chute des importations et des exportations liée à la forte dépendance de l'économie nationale vis-à-vis du reste du monde, la crise a également démontré la fragilité des infrastructures de la santé publique.

Pour limiter les impacts socioéconomiques de la pandémie le Maroc a pris d'urgence plusieurs mesures pour couvrir les dépenses de la santé public, maintenir le pouvoir d'achat des ménages, éviter les faillites d'entreprises et accroissement du chômage.

Tout au long de cette étude nous avons essayé d'analyser ses apports sur l'économie nationale Pour ce faire nous avons mis l'accent sur deux axes essentiels ;

- Politique monétaire : Apport de liquidités pour préserver la stabilité du marché financier.
- système bancaire marocain : Capacité des banques commerciales de financier l'économie en période de récession.

Mots clés : marché financier ; liquidité ; taux d'intérêt ; récession économique ; politique monétaire.

Abstract

Due to the national and international health context linked to the covid-19 pandemic, the national economy is suspended, to limit the socioeconomic impacts of the pandemic Morocco has urgently taken several measures to cover public health expenditure, maintain the household purchasing power, avoid business bankruptcies and increased unemployment.

Throughout this study we have tried to analyze its contributions to the national economy. To do this we have focused on two essential axes;

- Monetary policy: Provision of liquidity to preserve the stability of the financial market
- Moroccan banking system: Capacity of commercial banks to finance the economy in times of recession

Keywords: financial market; liquidity; interest rate; economic recession; monetary policy.

Introduction

Au Maroc, la pandémie occasionnée par le virus du Covid 19 a met en arrêt plusieurs secteurs économique, notamment le tourisme, transport, les branches d'activité orientées à l'export (automobile, aéronautique, textiles et les industries agro alimentaires) selon la CGEM, 47% des entreprises marocaines ont perdu plus de 50% de leurs chiffre d'affaires, bien que les difficultés d'approvisionnement et de logistique suite à la fermeture des frontières.

Sous confinement strict de la population, la demande intérieure baisse par la chute des dépenses des ménages en biens manufacturés ainsi que celles du transport et de la restauration et des loisirs soit (-6,7%) pendant les 10 semaines sur 13 de confinement.

Le commerce extérieur marocain est impacté par les conséquences de l'épidémie, une faible demande extérieure notamment celle de l'Europe qui représente 60% des exportations, au titre du premier semestre 2020 le volume des exportations s'est limité à 121.3 milliards de dirhams soit une baisse de 18.3%. Les importations recul des achats des produits en provenance de la chine le thé vert, les produits industriels légers, les textiles, les produits mécaniques et électroniques et les autres produits énergétiques et biens d'équipement, en générale elles ont enregistré une baisse de 17,5% pour s'établir à 206.8 milliards de dirhams par rapport la même période une année auparavant. 178 M Dh la valeur totale des dettes extérieure du trésor enregistrant une hausse de 28 M dh mais demeurerait soutenable avec une part de 21.7% de l'encours global de la dette.

Le stock des IDE a enregistré une baisse de 5.3 M DH soit 31% pour s'établir à 11.6 M DH octobre 2020 contre 16.9 M DH en 2019. Ainsi les investissements directs marocains à l'étranger affichent une baisse de 56% ou de 4.5 M DH . La fermeture des entreprises pendant le confinement, a entraîné augmentation des nombres des chômeurs pour atteindre 12.7% avec une hausse de 3.3 points au deuxième trimestre 2020. On peut donc considérer que ce soit un bilan n'est pas brillant, d'une manière générale, le système économique de notre pays s'est fortement dégradé selon la Banque mondiale le PIB réel diminuerait de 4% en 2020.

Dans cette perspective, l'Etat marocain a conduit une politique budgétaire et monétaire visant d'atténuer les répercussions socioéconomiques de la crise sanitaire, ces agissements induisent aux questions de recherches suivantes qui seront notre point de départ :

- Quels sont les mécanismes instaurés pour rétablir la stabilité du marché financier ? quel est leurs impacts sur la liquidité des banques commerciales ?

- Comment elles affectent les indicateurs de performances des banques commerciales ?

Afin de répondre aux questions de recherche nous avons adopté la démarche suivante ; la première partie représente un axe descriptif simple sur les effets de la crise en Afrique, en suite nous introduisons la politique globale de gouvernement du Maroc dans le contexte de la crise, le troisième point est consacré à l'étude de la politique monétaire en définissant les instruments et les mécanismes ainsi leurs impacts sur le marché financier en mettant le point sur la liquidité des banques commerciales. Pour le cadre d'analyse théorique, nous avons procédé à une recherche bibliographique (ouvrage, article, documents et rapports...etc) pour avoir une idée des travaux antérieurs et de la littérature ayant trait à notre problématique. En fin dans le but de tester l'effet de la politique monétaire sur l'économie nationale, une étude empirique portant sur l'évaluation des indicateurs de performance d'un échantillon de trois banques commerciales a été réalisée.

1. Les facettes de la crise sanitaire en Afrique :

Vu que la majorité des économies africaines souffre la vulnérabilité, les conséquences de la pandémie sont multiples, tout d'abord, les personnes vivent dans l'extrême pauvreté en Afrique pourrait augmenter de 34 millions pour atteindre 453 millions en 2021, et une baisse de 3.4% pourrait entraîner 30 millions d'emplois perdus fin 2020, selon les projections de la banque mondiale et l'union africaine les flux financiers diminueraient, en particulier ceux en provenance de la chine, selon les mêmes sources les pertes de production en Afrique pourraient se chiffrer entre 37 et 79 milliards de dollars en 2020.

Notons également qu'une grande part de l'économie africaine est représentée par le secteur informel qui a perdu 80% de son activité, la dépendance des économies africaines vis-à-vis des marchés étrangers, ainsi la défaillance de système de la santé publique des pays du continent.

Afin de limiter les impacts socioéconomiques de la pandémie et soutenir les pays africains les plus vulnérables, le FMI lançait un appel pour des aides de 100 milliards de dollars sous forme de prêts ou de dons.

Ensuite, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, déclarait : « Le virus ne connaît pas de frontières, le défi global nécessite une forte coopération internationale. L'union européenne travaille inlassablement pour combattre la pandémie. » En annonçant le

plan de rassembler 15,6 milliards d'euros d'aide aux pays pauvres d'Afrique, 8 milliards d'euros rassemblé uniquement lors de la réunion de la commission européenne organisé Le 4 Mai¹, de son côté l'Agence française de développement annonçait l'initiative « Covid-19 santé en commun » de 1,2 milliard d'euros². Parallèlement, le G20 annonçait l'annulation des dettes des pays africains et appelaient les banques multinationales de développement, les créanciers privé à faire rejoindre, ce dispositif concerne 77 pays dont une quarantaine situe en Afrique subsaharienne.

2. Les actions initiales du sauvetage de l'économie nationale :

Pour contenir la pandémie, le pays a pris d'urgences plusieurs mesures principalement la création d'un fond spécial qui s'élevait à 32 milliards dirhams grâce aux contributions des organismes publics et privés et la société civiles ce fond a pour objectif de couvrir les dépenses de la santé public, maintenir le pouvoir d'achat des ménages notamment, les travailleurs de secteurs informel en arrêt de travail qui ont atteint 5.5 millions bénéficiaires des aides monétaires selon la loi des finances rectificative, la promulgation d'une loi des finance rectificative, pour rééquilibrer les comptes publics et soutenir les secteurs économiques les plus touchés par la crise. Sur ce point le gouvernement a met en place un dispositif qui s'appelait contrat-programme³ pour limiter l'impact de la crise sur le secteur du tourisme qui subit fortement les conséquences de fermeture des frontières il prévoit le maintien d'au moins 80% des emplois sur la période 2020-2022, atteindre 28 milliards de recettes voyages en devises, et récupérer les 5 millions de touristes pour la même période Malgré la récession de l'économie marocaine il y a un autre point sur lequel le Maroc a su réagir avec pertinence au cours de la crise sanitaire , il s'agit de confirmer son engagement régional renforcer et consolider la coopération sud-sud, Il a apporté des équipements de protection et d'aide médicale⁴ à 15 pays africains (Burkina Faso, Cameroun, Comores,

¹ Une conférence de donateurs pour lever des fonds pour lutter contre le Covid-19

² Ce dispositif, annoncé comme complémentaire des actions des bailleurs de fonds multilatéraux et européens, ciblait en priorité le continent africain. Il se décomposait ainsi : 150 millions d'euros sous forme de dons, 1 milliard d'euros sous forme de prêts.

³ Trois objectifs majeurs : préserver le tissu économique et l'emploi, accélérer la phase de redémarrage et poser les bases d'une transformation durable du secteur.

⁴ 8 millions de masques, 900.000 visières, 600.000 coiffes, 60.000 blouses, 30.000 litres de gel hydro-alcoolique, 75.000 boîtes de chloroquine et 15.000 boîtes d'azithromycine.

Congo, Eswatini, Guinée, Guinée-Bissau, Malawi, Mauritanie, Niger, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tanzanie, Tchad et Zambie) fabriquées par des entreprises marocaines et sont conformes aux normes de l’OMS.

3. Intervention de l’Etat est-il obligatoire ?

Le FMI a cité dans son « rapport sur la stabilité financière dans le monde » certaines mesures nécessaires devraient être prises par les Etats pour éviter les faillites d’entreprises, expulsion du chômage et le surendettement des pays vulnérables, ils peuvent généralement être résumés comme suit :

- Apport de liquidités : prolonger les mesures d’aide mais faire évoluer la tarification pour encourager un retour progressif à la normale, encourager les banques à puiser dans leurs volants de fonds propres et de liquidité pour continuer à prêter.
- Secteur privé non financier : accorder des moratoires sur le service de la dette seulement lorsque c’est nécessaire pour empêcher des faillites généralisées, aider les entreprises viables grâce à une restructuration qui réduit le poids de la dette, à une aide à la solvabilité (le cas échéant) et à des renégociations extrajudiciaires efficaces de dettes.
- Aide multilatérale : accorder des aides aux pays émergents et pays préémergents qui rencontrent des difficultés de financement.

3.1 Aperçu de la doctrine

L’école classique a appelé au désengagement de l’Etat dans le marché et à la privatisation, le laisser-faire et laisser-aller les marchés s’autoréguler à travers la main invisible défendait par Adam Smith. Sur ce registre la crise des années 1970 a montré que l’intervention de l’Etat un élément déstabilisant de l’économie, la doctrine libérale a développée la conception de « l’Etat Gendarme » entre le XVIIIème et XIX ème siècle, selon cette conception le rôle de l’Etat se limitait à financer les infrastructures la force publique, la justice et la diplomatie, sur cette période plusieurs économistes néo-libéraux tels que Thomas SARGENT (Théorie des anticipations rationnelles), Milton FRIEDMAN (Ecole monétariste) et Arthur LAFFER (Théorie de la pression fiscale optimale) ont affirmé cette théorie.

A l'opposé, Keynes (théorie générale, de l'emploi, et de la monnaie 1936) avançait que les déséquilibres économiques résultent de fonctionnement non optimal du marché suite à des actions irrationnelles des opérateurs économiques et que l'intervention du pouvoir public est incontournable face aux chocs et périodes de crises, tel que le cas en 1929 une crise de surproduction suivi d'effondrement de la bourse WallStreet, et la crise Subprimes des marchés immobiliers et financiers américains en 2007-2008. L'Etat donc doit mener une politique globale de régulation monétaire et budgétaire pour stimuler la consommation et l'investissement (Etat providence).

Keynes préconisait une politique monétaire expansionniste conduit par l'Etat pour dynamiser l'activité économique, il s'agit d'accroître l'offre de monnaie par la diminution du taux d'intérêt, la baisse des recettes des impôts, hausse des dépenses publiques, ces instruments budgétaires et monétaires auront pour effet d'inciter les entreprises à investir, à embaucher et donc relancer l'économie.

Aujourd'hui face à une situation inédite de crise économique liée à l'épidémie Covid-19 les pays sont appelés à prendre des mesures strictes pour préserver la stabilité des marchés financiers par le biais d'une politique monétaire globale gouverner par les banques centrales qui devraient agir sur le prix, le taux d'intérêt, et le taux de change. En incitant les banques commerciales d'appliquer les règles contraignantes et prudentielles citées au niveau des accords de Bâle III pour financier l'économie et favoriser la reprise.

3.2 Les instruments de la politique monétaire du Maroc

Quand à la politique monétaire, Bank Al Maghreb a met en place l'ensemble de ses instruments de refinancement et d'accompagnement des banques, et banques participatives associations de microcrédits ainsi les des autres organismes financiers.

Au cours du troisième trimestre de 2020 la BAM à injectée sur le marché un montant de 111.8 milliards suite un besoin de liquidité⁵ des banque qui s'élevait à 102 milliards de dirhams en moyenne hebdomadaire contre 95 milliards un trimestre auparavant. Ensuite le volume des

⁵ Les réserves internationales nettes (hausse) et le cash en circulation (baisse), la situation nette du Trésor (actif ou passif selon la situation) et la réserve monétaire obligatoire (baisse) représentent les facteurs qui impactent la liquidité bancaire.

- l'évolution à la hausse du besoin de liquidités s'explique par l'augmentation de la circulation fiduciaire.
- le besoin de liquidité : est en relation avec la hausse de la circulation fiduciaire

opérations d'injection de liquidité a augmenté pour atteindre en moyenne 104.5 milliards de dirhams en mois novembre après 103.6 milliards le mois dernier. Au surplus Cette hausse a concerné, les avances à 7 jours sur appels d'offre (40,7 milliards de dirhams après 39,4 milliards le mois précédent), les prêts garantis à 1 an au titre du programme de soutien au financement des TPME (32 milliards de dirhams après 29,5 milliards) et le swap de change (6,4 milliards de dirhams après 5 milliards), par contre le volume moyen des interventions au titre de pension livrée a reculé à 25,2 milliards de dirhams après 29,6 milliards. De même, l'encours des réserves internationales du Maroc a augmenté de 2.9% par rapport la même période de l'année précédente pour atteindre 248.9 milliards de DH.

3.2.1 Les taux d'intérêts

Pour ce qui est du taux directeur est maintenu à 1.50%, le taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ), s'est également stabilisé à ce niveau de 1.50% depuis juin 2020 pour assurer un financement adéquat de l'économie.

✓ Tableau 1- taux d'intérêt

	T3 19	T3 20
taux débiteurs global	5,09	4,3
Particuliers	5,69	5,15
Entreprises	4,92	4,11

Source : élaboré par l'auteur

Au titre du troisième trimestre 2020, le taux débiteur global a reculé de 79 points pour se situé à 4,30% contre 5.09 sur la même période une année au paravent. Cette tendance baissière a concerné le taux des crédits à l'immobilier (-43 pb à 4,79%), de trésorerie (-44 pb à 3,97%) et à la consommation (-62 pb à 6,47%) mais celui des crédits à l'équipement a connu une augmentation de 16 pb à 4,37%. Par secteur institutionnel, le taux appliqué aux crédits aux particuliers a baissé de 54 pbs, pour les entreprises le taux a baissé de 81 pbs ou 4.11% contre 4.92% au T3 2019.

Le troisième élément la suppression de la réserve monétaire obligatoire c'est un dépôt obligatoire des banques commerciales auprès de la banque centrale.

Ces mesures permettaient les banques commerciales à octroyer les crédits à prix plus bas et de facto permettre aux ménages d'emprunter et préserver leurs pouvoir d'achat, encourager les entreprises d'investir afin de rebondir la croissance de l'économie nationale.

Pour le gouvernement un projet de loi de finance rectificative pourrait s'avérer nécessaire dans ce contexte difficile, son but d'atténuer les répercussions de la crise Covid-19 et favoriser la reprise de la croissance du pays dans tous les domaines, généralement, Il repose sur trois points suivants :

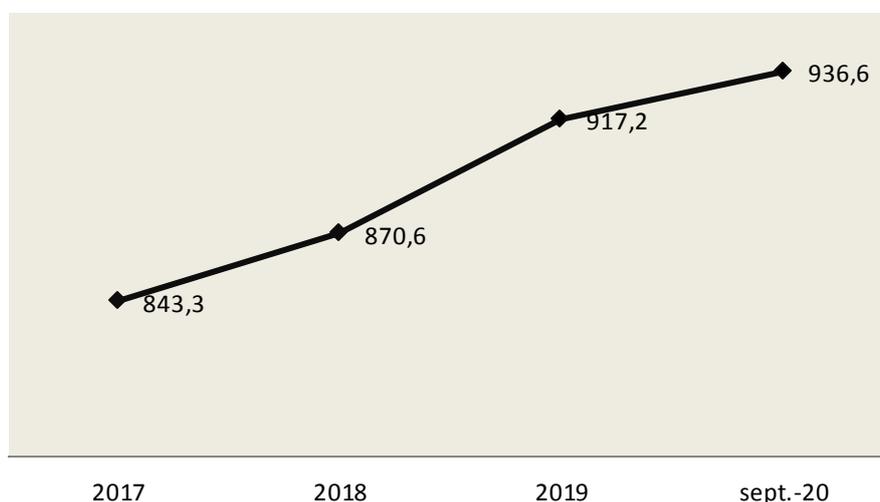
- Accompagnement de la reprise progressive de l'activité économique ;
- Préservation de l'emploi ;
- Accélération de la mise en œuvre des réformes de l'administration.

Dans ce sillage 5 millions de DH a été allouée pour soutenir et accompagner les entreprises impactées par la crise, un taux d'intérêt maximum de 3,5%, un délai de remboursement de 7 ans, avec deux ans de grâce et une garantie de l'État varie entre 80% et 90% et 95% pour les très petites entreprises.

3.2.2 Évolution du crédit bancaire

Dans un contexte de crise sanitaire mondiale Covid- 19 le volume des crédits octroyés par les banques marocaines s'est accentué de 19.4 milliards dirhams pour se situer à 936.6 milliards dirhams à fin octobre 2020 par rapport 2019 et (+ 11%) par rapport 2017.

Figure 1: Evolution du crédit bancaire



Source : élaboré par l'auteur

La progression des crédits bancaires a résulté de la hausse des crédits accordés au secteur non financier (+4,9%), dont les sociétés non financières (+6,5%), les prêts accordés aux ménages ont augmenté de 2,3% à fin octobre 2020 après (+2,5%) à fin septembre 2020 et (+4,9%) à fin octobre 2019.

Par objet économique, la valeur des crédits à l'habitat s'est accéléré à 4.4 milliards fin octobre 2020 (+2. %) soit 219.4 contre 215 milliards l'année précédente après 207.1 milliards en 2018. Alors que le recul des crédits à l'équipement de 1.7% pour se limiter à 180.8 milliards contre 184 l'année précédente, un léger repli des prêts à la consommation 2 milliards dirhams, 54.7 contre 56.5 milliards en décembre 2019.

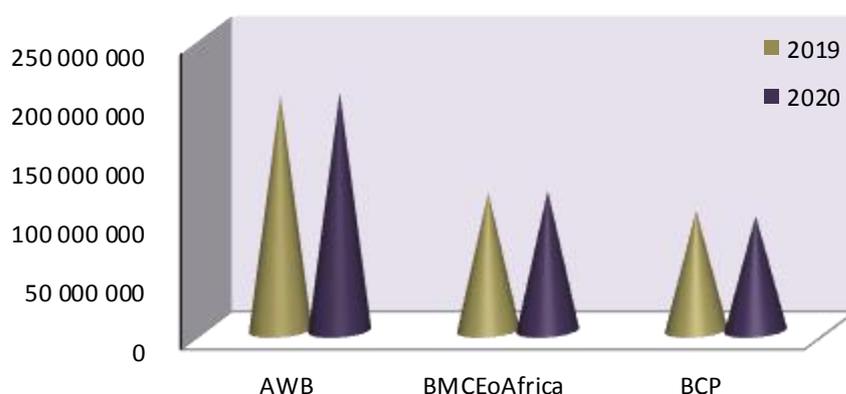
Il est à noter que, les crédits de trésorerie augmentent de (+10,8%) après (+9,9%) l'année dernière. De même les créances en souffrance se sont accélérées (+14,3%) après (+4,7%) l'année précédente.

Les dépôts de fond au Maroc ont maintenu quasiment le même rythme de croissance que l'année précédente, enregistrant une hausse de 22.7 milliards + 2.4% soit 971.2 milliards fin octobre 2020 contre 948.5 en décembre 2019.

4. Etude de cas

Les banques marocaines se sont mobilisées pour soutenir l'économie nationale et contribuer à atténuer les conséquences de la crise aussi bien sur les ménages que sur les entreprises, ils ont accompagné les autorités dans leurs actions, notamment la mise à disposition des réseaux d'agences et de GAB pour assurer la distribution des aides monétaires servies par l'Etat au profit de 5.5 millions citoyens résidents au Maroc, le report des échéances des crédits immobiliers et de consommation de Mars à Juin 2020 sans frais ou pénalités de retard au bénéfice des clients et les citoyens en difficulté financière.

Figure 2: Evolution des crédits



Source : élaboré par l'auteur

Le niveau du crédit distribué par les trois premiers groupes bancaires s'est accentué au T3 de 2020 rapport l'année précédente, suite à la reprise de l'activité de plusieurs secteurs qui étaient à l'arrêt pendant le confinement.

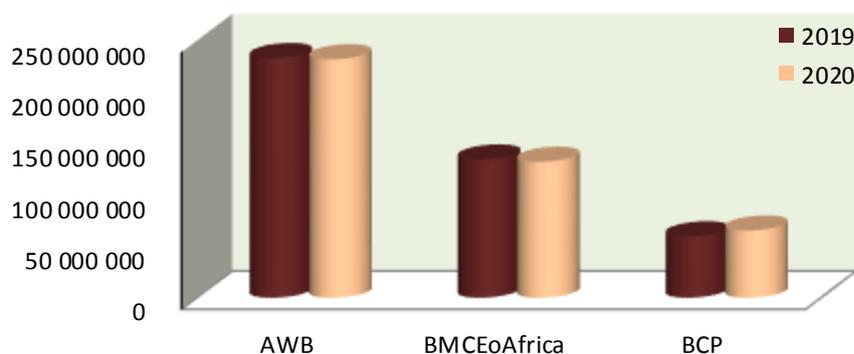
Au titre des neuf premiers mois de l'exercice 2020 le groupe Attijariwafa bank affiche un niveau de crédits distribué en hausse de 2.1 milliards de dirhams par rapport 2019 soit 201.5 milliards de dirhams, la banque a accompagné et soutenu plus de 32 900 entreprises marocaines, majoritairement des TPME, via la distribution de 27,1 milliards de dirhams de crédits additionnels. D'autres mesures prises par le groupe, depuis le début de la crise le groupe ont permis notamment, de :

- financer 5 595 jeunes entrepreneurs et porteurs de projets pour un montant de 1 milliard de dirhams, dans le cadre de l'initiative « Intelaka »;
- accorder 6,2 milliards de dirhams de crédits « Damane Oxygène » bénéficiant à 18 200 TPME et atteignant près de 35% de parts de marché ;
- accorder 10,0 milliards de dirhams de crédits « Damane Relance » bénéficiant à 8 300 TPME ;

Croissance des crédits de la BMCEoAfrica de 1.6 milliards de dirhams à 118.3 contre 116.6 milliards fin 2019, le groupe a également contribué à hauteur d'1 Milliard de dirhams au fonds de gestion de la pandémie du Covid-19.

En revanche, le niveau du crédit distribué par la Banque centrale Populaire enregistre une baisse générale de 4.2 milliards pour s'établir à 96.9 contre 101.2 milliards une année auparavant.

Figure 3.- Evolution des dépôts



Source : élaboré par l'auteur

Pour leur part les ressources de bank of africa et Attijariwafa bank ont baissé de 2.1 et 1.2 milliards de dirhams respectivement pour se stabilisent à 132,2 et 231.8 milliards DH fin septembre 2020. En outre les ressources de la Banque Centrale Populaire préservent une évolution positive de 9.5% soit 65.2 milliards de dirhams sur la même période.

Au niveau des indicateurs d'activité, le produit net bancaire de groupe AWB enregistre une croissance de 2.3% , 's'établissant à 18.1 milliards de dirhams, néanmoins le résultat net subit une baisse de 45% pour se situer à 2.1 contre 3.8 milliards de dirhams fin 2019, de même une baisse de la marge sur commissions (-9,2%) et des résultats des activités de marché (-18,5%), le coût du risque en hausse de 239% s'établit à 4,6 milliards de dirhams.

Le PNB et le résultat net réalisés par le groupe Bank of Africa affichent une baisse de 9% et 55% respectivement, s'établissant à 1.5 milliards de dirhams et 185 millions DH contre 1.7 milliards de dirhams et 415 millions de dirhams fin 2019. Même constat pour les indicateurs de performance de la banque centrale populaires le PNB et les résultats net ont reculé de 441,9 millions et 743.7 millions respectivement soit (-8.5%) et (-32%) sur la même période.

Conclusion

Pour traverser cette conjoncture, une étape cruciale a d'abord porté sur l'ensemble des mesures et les restrictions qui avaient appliqué le Maroc, particulièrement les politiques budgétaires, monétaires et financières visant rétablir la liquidité du marché qui s'est fortement détériorée.

Bank al Maghreb, a effectué des opérations d'injections de la liquidité, la suppression de la réserve obligatoire des banques commerciales, la baisse du taux directeur (1.5%). par conséquent, une baisse du taux des crédits qui s'établit à 4.30% au troisième trimestre 2020 contre 5.09% sur la même période une année auparavant. Par la suite, le volume de crédits octroyés s'élevait à 936.6 milliards dirhams fin octobre 2020 (+19.4 milliards dirhams), dont les prêts accordés au secteur non financier, et les crédits accordés aux ménages s'accaparent la grande part (+4,9%) (+2,3%).

A l'appui de l'exemple de trois premières banques au Maroc, des déséquilibres entre leurs comptes des emplois et des ressources ont été exposés, les ressources en termes de dépôt ont fléchi de (-1.2) bank of africa et (-2.1) pour le groupe AWB, Ce qui a entraîné une dégradation de leurs indicateurs de performance principalement le produit net bancaire, et le résultat net pour l'exercice 2020. C'était un exercice important pour les banques de financer

l'économie et atténuer les répercussions socioéconomiques de la crise sanitaire au regard la reprise de la croissance économique du pays.

Pour conclure, la crise a mis à nu les défaillances du système économique de notre pays, en effet des solutions doivent être trouvées pour rationaliser les accords de libres échanges qui sont tous déficitaires pour le Maroc. En appliquant des mesures de sauvegarde pour protéger les producteurs locaux, la restriction temporaire des importations des produits non indispensable à l'économie, et par conséquent, diminuer la dépendance envers l'Europe, développer des industries orientés à l'exportation la priorité doit être donnée aux secteurs d'automobile, aéronautique et des énergies renouvelable, en fin poursuivre de bonnes relations avec les pays de l'Afrique, particulièrement, ceux de l'Ouest qui détiennent un fort potentiel en termes de ressources naturelles inexploitées.

Comme tous les travaux de recherche, le nôtre contient un certain nombre de limites qui peuvent être comblées dans des recherches futures, la principale renvoie à la revue de littérature utilisée a été basée uniquement, sur un cadre théorique restreint, nous estimons que les éléments que nous avons obtenus sont suffisants pour répondre à notre problématique.

Annexe 1 :

- **La crise des années 1970 ;**

Les années 70 le monde industrialisé connaît une hausse du prix du pétrole qui engendrait une dégradation des principaux indicateurs économiques ; hausse du niveau général des prix (inflation), dépression de l'activité économique, chômage. Cette crise est associée à des crises politiques dans les pays producteurs ou de transit tel que la révolution iranienne, guerre entre Iran et Irak, et par la suite la baisse de production du pétrole.

- **théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie 1936 ;**

Keynes pensait que les marchés ne s'autorégule pas, l'Etat doit mener des politiques de redistributions du revenu pour stimuler la consommation, agir directement par le biais des dépenses publiques (politique budgétaire), taux d'intérêt (politique monétaire. Pour lui, le niveau d'emploi est fixé selon la demande effective ; qui constitue les dépenses de consommation des ménages et les dépenses d'investissements des entrepreneurs. Donc seule la demande anticipée qui détermine le niveau de production et de l'emploi.

- **Crise de 1929 ;**

29 octobre 1929, Krach boursier de Wall Street , chute du cours des actions conduisant à une grande dépression ; baisse d'un tiers de la production industrielle mondiale ; les pertes dépassent 80% ; disparitions de plus de 9000 banques qui représentaient 15% des dépôts du système bancaire. Cette dépression a mis les emprunteurs en difficultés, la faillite des créanciers. Cependant une intervention politique rapide par le biais de la banque de réserve fédérale de New York

- **Crise « Subprime » ;**

Crise commençant aux Etats Unis sur le marché du crédit immobilier « Subprime » à un taux d'intérêt très faible suite à la politique incitative de FED finirait par l'insolvabilité des emprunteurs lorsque leurs règlements mensuels dépassent largement leurs revenus par la suite la chute de l'immobilier et les prêteurs hypothécaires se trouvent avec des titres sans valeur en rapport avec les prêts associés.

- **Comité de Bâle**

Comité de Bâle ou comité de Bâle sur le contrôle bancaire (Basel Committee on Banking Supervision, BCBS) est fondé en 1979 par les banques centrales particulièrement par Peter Cooke directeur de la banque d'Angleterre et qui en fut son premier président, le comité se compose de représentants des autorités de supervision bancaire et de banques centrales de 27 pays développés ou émergents

Généralement, elle veille à :

- Mise en relation entre le secteur bancaire et les marchés internationaux, et détecter les risques des marchés financiers internationaux
- Echange d'informations entre les superviseurs bancaires des pays membres
- Etablir les règles et mécanismes de régulation du secteur bancaire au niveau mondial.
- Traiter les questions afférentes au secteur de la banque de l'assurance et des valeurs mobilières.

Bâle I

Pour limiter les risques de crédit et assurer le bon fonctionnement du secteur financier, le ratio de Bâle I (ratio Cooke) a été créé en 1988, égal à 8%, ce ratio se mesurait comme suit

$$\text{Ratio Cooke} = \frac{\text{Fonds propres réglementaires}}{\text{Engagements pondérés}} = 8 \%$$

Ce pendant, ce ratio ne couvrait pas le risque totale liée à un prêt accordé par une banque, notamment, le risque du marché et le risque opérationnel.

A cet effet un nouveau ratio de solvabilité bancaire « Ratio Mac Donough » a été crée dans le cadre des accords de **Bâle II**

$$\text{Ratio Bâle II} = \frac{\text{Fonds propres réglementaires}}{\text{Risque de crédit} + \text{risque de marché} + \text{risque opérationnel}} = 8 \%$$

Il exige les banques d'une part d'instaurer des mécanismes interne de suivi permettant d'identifier les besoins en fonds propres associés et le calcul de risques et d'autre part, de consolider leurs fonds propres au-delà du ratio minimum de fonds propres défini par Bâle II.

A cause de la crise financière de 2007- 2008, le marché monétaire est bloqué et les banques vivaient des problèmes liées au contrôle du risque. Donc l'intervention des banques centrales est jugé indispensable pour rétablir le fonctionnement optimal du marché.

Bâle III

En réponse à la crise subprime le comité a décidée de relevé le minimum de fonds propres des banques en phase d'expansion économique et l'inverse en période de récession, généralement cette politique est tributaire de la situation économique de chaque pays.

Deuxièmement, la mise en place de la réglementation prudentielle qui est prise entre des exigences contradictoires car elle est suffisamment efficace pour limiter le risque du crédit, mais elle rend le crédit plus cher. Sur cet objet d'autres ratios sont appliqués pour limiter le levier d'endettement et atténuer les risques encourus et enfin garantir la liquidité suffisante de façon à gérer les chocs du marché des crédits interbancaires.

Les ratios créés par le comité de bâle III sont les suivants :

$$\text{Ratio de levier} = \frac{\text{Fonds propres de base}}{\text{Total des actifs}}$$

- un **ratio de liquidité à court terme** (ou LCR pour Liquidity Coverage Ratio) ;

$$\frac{\text{Encours d'actifs liquides de haute qualité}}{\text{Sorties nettes de trésorerie sur les 30 jours suivants}} \geq 100 \%$$

- un **ratio de liquidité à long terme** (ou NSFR pour Net Stable Funding Ratio).

$$\frac{\text{Montant de financement stable disponible}}{\text{Montant de financement stable exigé}} \geq 100 \%$$

Les objectifs de Bâle III :

- financer les actifs de long terme par un montant minimum de passifs stables en rapport avec le profil de risque de liquidité des banques ;
- éviter le recours excessif aux financements de court terme lorsque la liquidité de marché est abondante ;
- dissuader le financement des encours d'actifs liquides de haute qualité par des capitaux de court terme qui arriveraient à échéance immédiatement après la période définie par le ratio de liquidité de court terme, soit 30 jours.

Les actes de comité de bâteIII se répercutent positivement sur la distribution des crédits aux entreprises non financières et augmente le besoin en fonds propres des banques.

Annexe 2

- Tableau 1 : IDE entrant/sortant

IDE	juin	juillet	aout	septembre	octobre
IDE entrant	8 338	9 020	9 607	10 815	11 692
IDE sortant	2 399	2 724	2 824	3 006	3 556

Source : Office des changes oct. 2020 M dh

- Tableau 2 : crédit national

	2017	2018	2019	sept-20
crédit bancaire	843,3	870,6	917,2	936,6

Bank Al Maghreb en M dh

- Tableau 3 : crédit par objet économique

	2017	2018	2019	Oct. 2020
crédit à l'habitat	196	207,1	215	219,4
crédit à l'équipement	170,6	174	184	180,8
crédit à la consommation			56,5	54,7

BAM en M dh

- Tableau 4 : dépôt national

	2019	oct.-20
dépôt	948,5	971,2

Bank Al Maghreb en M dh

- Tableau 5 : évolution des crédits

	2019	2020
AWB	199 389 610	201 568 858
BMCEoAfrica	116 625 100	118 320 342
BCP	101 231 336	96 973 002

- Tableau 6 : évolution des dépôts

	2019	2020
AWB	233 128 874	231 894 821
BMCEoAfrica	134 441 241	132 266 334
BCP	59 640 040	65 280 254

- Tableau 7 : indicateurs de performance

	PNB		R net	
	2019	2020	2019	2020
AWB	17 757 615	18 162 173	3 879 453	2 129 184
BMCEoAFRICA	1 740 302	1 580 599	415 622	185 723
BCP	5 191 292	4 749 332	2 305 148	1 561 368

Liste des abréviations

- BAM** : Bank al Maghreb
- PNB** : produit net bancaire
- IDE** : Investissement direct à l'étranger
- PME** : Petites et moyennes entreprises
- AWB** : AttijariWafaBank
- BMCE Boa** : BMCE bank of africa
- BCP** : Banque centrale populaire

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages

Exposé du Cercle Léon Trotsky. *La crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques (14 octobre 2009)*, N° 116

John, M.K, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.* (1936)

Pascal, B, *Géopolitique du Covid-19 Ce que nous révèle la crise du coronavirus*

Patrick, A, *La crise des subprimes.* (2008) ISBN : 978-2-11-007357-0 Paris

Robert, B, *Les crises financières.* (2004) ISBN : 2-11-005815-3 Paris

Rapports

Groupe de la banque africaine : *Perspectives économiques en Afrique 2020 ; Dans le contexte de la COVID-19-*

Haut-Commissariat au Plan, Système des Nations Unies au Maroc et Banque mondiale ; *note stratégique, impact social et économique de la crise du Covid-19 au Maroc* (Juillet 2020)

Rapport annuel du FMI, *une année sans pareille*(2020)

Ministère des finances :

Direction des études et des prévisions financières, Note de conjoncture, N° 286/ Décembre 2020

Direction du Trésor et des Finances Extérieures ;

- Note de conjoncture, D é c e m b r e 2020
- Note de conjoncture, S e p t e m b r e 2020

Bank Al Maghreb :

Rapport annule 2019

Rapport annuel sur la supervision bancaire, exercice 2019

Rapport annuel sur les infrastructures des marchés financiers et les moyens de paiement, leur surveillance et l'inclusion financière, exercice 2019

Méthodologie d'élaboration des statistiques monétaires, Mai 2020

Statistiques monétaires, octobre 2020

Revue mensuelle de la conjoncture économique, monétaire et financière, novembre 2020

Rapports sur la politique monétaire

- 15 DÉCEMBRE 2020 N° 57 / 2020
- 22 SEPTEMBRE 2020 N° 56 / 2020
- 16 JUIN 2020 N° 55 / 2020
- 17 MARS 2020, N° 54 / 2020

Rapport d'activité de trois groupes bancaires

Attijariwafabank, comptes consolidés, 30 septembre 2020

Bank of africa BMCE group : publication trimestrielle, 31 Mars 2020

Bank of africa BMCE group, Décembre 2020

Groupe banque centrale populaire, résultat financiers, 30 SEPTEMBRE 2020

Articles

Gérard Henry, Milton Freidman, la politique monétaite et la liberté économique (octobre 2019)

Pierre-Cyrille Hautcœur, Article pour le volume Crises financières dirigé par J. Gravereau et J. Trauman, *Economica, La crise de 1929 et ses enseignements* (2001).